

# Groupe national loup, août 2007

La secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a honoré de sa présence la réunion du groupe national « loup » qui s'est tenue à Paris le 1er août 2007.

Elle a demandé à ses services de mettre en chantier un nouveau plan d'action pour le loup couvrant la période 2008-2012. L'actuel plan s'achève en effet à la fin de 2007 et, de plus, les perspectives de progression de l'espèce en dehors du bastion historique alpin conduisent toutes les parties à souhaiter une mise à jour des objectifs et des moyens. Ferus sera bien entendu au premier rang des forces de propositions dans cette nouvelle phase.

Cela dit la réunion a donné lieu à quelques passes d'armes houleuses. Restés jusqu'à la fin (pour la ministre), les députés Bouvard et Martinez, et surtout le premier, ont vivement critiqué un peu tout, le loup qui augmentait ses effectifs, ses attaques et ses victimes, qui menaçait la biodiversité en montagne en vidant les alpages, qui poussait à l'intensification de l'élevage. Ceux qui prônaient la mise en place de moyens de protection - et notamment de chiens- « qui ne marchent pas ». Ceux qui rendaient complexe « l'autodéfense » des éleveurs. Ceux qui consacraient au ministère de l'Agriculture des crédits pour soutenir l'élevage en zone à loup, alors que ce sont « les gens qui ont voulu sa présence qui devraient tout payer sur le budget de la biodiversité ». Le déclassement du loup dans la convention de Berne a naturellement été réclamé.

Le réseau Loup de l'ONCFS et la DIREN coordonnatrice ont fourni quelques chiffres qui ne corroboraient pas ces propos alarmistes.

Les effectifs minimums relevés (notamment par traces dans la neige) donnent entre 50 et 55 loups pour 2007 contre 56 à 67 pour 2006. Certes, l'enneigement a été très faible. [multiplier en gros ces EMR par deux pour avoir une idée du nombre total] Les zones de présence permanentes sont de 23 en 2007 contre 21 en 2006 mais l'une des 23, celle de Canjuers, pourrait être déclassée l'an prochain (aucun loup repéré cet hiver dans cette ZPP ; un braconnage révélé en 2006). On compte 17 meutes dont 5 ou 6 transfrontalières.

Les attaques constatées sont passées au 15 juillet de 256 en 2006 à 293 en 2007, soit une augmentation de 15%. A la zone de prédation sur ovins traditionnellement forte des Alpes-Maritimes s'ajoutent la Savoie et la Haute-Savoie, terres d'expansion de l'espèce. Nous ne comptons pas dans ces attaques le dérochement qui a coûté récemment la vie à plus de 400 brebis et qui, quoique indemnisé au titre du loup par souci de pacification, n'était très probablement pas causé par une attaque du prédateur dont on n'a relevé aucune trace directe ou indirecte, même sur les victimes, chien compris.

S'agissant du fameux protocole expérimental qui devait permettre quelques tirs de défense des troupeaux par les éleveurs et les bergers, seules trois demandes valables ont été à cette date formulées dans les Hautes-Alpes et il est donc impossible de tirer la moindre conclusion.

Les associations présentes et notamment FERUS ont rappelé leur attachement au dialogue, les efforts qu'elles avaient consentis pour admettre dans quelques cas précis des tirs de défense, mais aussi ont dit leurs inquiétudes devant la stagnation des effectifs, le braconnage, ont dénoncé l'attaque orchestrée depuis les Pyrénées contre les techniques de protection « qui ne marcheraient pas » alors que tout prouve le contraire, de même que la prétendue menace qu'exerceraient les prédateurs sur la biodiversité. Elles ont rejeté toute modification du statut du loup et ont appelé de leur vœux un programme ambitieux pour les cinq ans à venir, en espérant qu'on saurait anticiper l'expansion (souhaitable !) du loup en plaine et dans d'autres massifs.